

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : SS
Dossier n°2025-280-PC

Marseille, le **06 NOV. 2025**

**Arrêté de prescriptions complémentaires n°2025-280-PC relatif à la prolongation
de la durée d'exploitation de la carrière « la Malle » par la société Lafarge Ciments
sur le territoire des communes de Septèmes-les-Vallons et Simiane-Collongue**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et 46 ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, modifié notamment par l'arrêté du 30 septembre 2016 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc. relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n°2516 ou 2517

VU l'arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

VU l'arrêté préfectoral n°96-92 C du 10 mai 1996 autorisant LAFARGE CEMENTS à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière sur le territoire des communes de SEPTEMES-LES-VALLONS et SIMIANE-COLLONGUE ;

VU l'arrêté préfectoral n°24-2003 A du 19 août 2004 autorisant l'installation mobile de fabrication d'explosif (UMFE) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-73 PC du 26 mars 2021 relatif aux émissions de poussières issues de carrières ;

VU la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière déposée le 30 juin 2025 et complétée par courriel du 9 octobre 2025 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 31 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT l'autorisation délivrée le 10 mai 1996 pour l'exploitation de la carrière « la Malle » pour une durée de 30 ans ;

CONSIDÉRANT qu'au terme de cette autorisation pour extraction, c'est-à-dire au 10 novembre 2025, il reste 30 millions de tonnes de gisement résiduel dans l'emprise actuellement autorisée ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a initié une demande d'autorisation environnementale pour le renouvellement/extension de sa carrière et qu'il envisage à cet effet de déposer un dossier courant du premier semestre 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant demande la prolongation de son autorisation d'exploitation pour une durée supplémentaire de deux ans, sans extension géographique ni augmentation de capacité d'extraction autorisée dans l'attente de l'instruction du dossier précité ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation et de remise en état du site sont inchangées ;

CONSIDÉRANT que cette prolongation de durée d'exploitation ne génère aucun danger, impact et inconvénient nouveaux à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation actuelle ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'est pas substantielle au regard de l'article R-181-46-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le courrier électronique adressé par l'exploitant le 31 octobre 2025, par lequel il indique n'avoir aucune observation à présenter dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à la société Lafarge Ciments afin de prendre en compte la prolongation de durée d'autorisation d'exploiter la carrière et d'actualiser certaines dispositions de l'autorisation actuelle ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Lafarge Ciments, dont le siège social est situé 14-16 boulevard Garibaldi à ISSY LES MOULINEAUX, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants pour sa carrière « la Malle » localisée sur les communes de Septèmes-les-Vallons et Simiane-Collongue ;

Article 2

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°96-92 C du 10 mai 1996 sont complétées par les dispositions suivantes :

L'autorisation d'exploiter la carrière est prolongée pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 10 mai 2028. L'extraction des matériaux doit cesser 6 mois avant cette échéance. Cette durée de prolongation inclut la remise en état du site ;

L'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement deux bilans de son exploitation (vis-à-vis des prescriptions incluses) :

- un bilan au cours de la 30ème année d'exploitation de la carrière ;
- un bilan 2 mois avant l'échéance du 10 mai 2028, en l'absence de dépôt d'un dossier de renouvellement et/ou extension de la carrière ;

Article 3

L'exploitant s'engage à fournir, sous deux mois, une attestation de garanties financières actualisées sur la base du calcul présenté dans son dossier de demande de prolongation du 30 juin 2025 susvisé ;

Article 4 – Publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société Lafarge Ciment et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Article 5 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site

www.telerecours.fr

Article 6 - Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
 - Le maire de Septèmes-les-Vallons,
 - Le maire de Simiane-Collongue
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - Le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
 - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,
 - Le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche Plaza

